

MDMG

SAHEL



Le chiffre DE LA SEMAINE

110

FDS ont été tués entre le 6 et le 13 mars 2026 à travers six attaques dans les trois pays de l'AES.

- **Au Burkina Faso**, le JNIM a visé le détachement GUMI à Yamba le 6 mars (37+ tués), des positions dans les provinces de Ouahigouy et Kia le 8 mars (11 tués), puis le pont Nouaho sur la RN16 le 12 mars (11 tués).
- **Au Niger**, l'EIS a tendu une embuscade sur la RN1 à Dessa-Famalé le 6 mars (28+ tués) et l'EIGS a frappé un convoi entre Makal et Konni le 11 mars (12 tués, 7 disparus).
- **Au Mali**, le JNIM a attaqué un convoi près de Nampala le 9 mars (10+ FAMA, 3 Africa Corps).

L'analyse stratégique

ALGERIE-NIGER : LE GAZODUC DES ILLUSIONS

Par Hamid Amadou N'gadé

Alger et Niamey se sont réconciliés en février autour d'un projet vieux de quarante ans : le gazoduc transsaharien, 4 128 kilomètres de tuyaux qui n'ont jamais été posés. Cette fois, Sonatrach est en première ligne, les travaux sont annoncés pour après le ramadan, et les trois pays, Nigeria, Niger, Algérie, affichent une unité de façade rarement vue. Problème : le tronçon décisif, celui qui traverse le Niger, passe exactement là où l'EIGS et le JNIM sont en train de transformer chaque axe logistique en zone de combat.

Les 15 et 16 février 2026, le général Abdourahamane Tiani a été reçu au palais présidentiel d'Alger par Abdelmadjid Tebboune, qui s'est réjoui d'une visite mettant fin à une « période anormale de froideur » entre les deux capitales. L'accolade était attendue. Ce qui l'était moins, c'est la cadence des annonces qui ont suivi. Le projet de gazoduc transsaharien, TSGP pour les initiés, 4 128 kilomètres reliant les champs nigériens de Warri au hub algérien de Hassi R'Mel, avant raccordement vers l'Italie via le Transmed a été officiellement relancé, avec un coût réévalué entre 15 et 20 milliards de dollars et une durée de réalisation de quatre à cinq ans.

(Suite page 2,3 et 4)



“Sauf que ce projet est sérieux depuis 1980. C'est précisément ce qui devrait inciter à la prudence analytique.”

Tebboune a même fourni une date : les démarches pratiques commenceront « immédiatement après le Ramadan », soit à partir de fin mars. Sonatrach prendra les choses en main, a-t-il précisé. Le message était clair : cette fois, c'est sérieux.

Sauf que ce projet est sérieux depuis 1980. C'est précisément ce qui devrait inciter à la prudence analytique.

Pour comprendre ce que l'annonce de février représente réellement, il faut reconstituer la séquence qui l'a précédée. Les premiers signes de dégel étaient apparus dès novembre 2025, avec un message de félicitations du général Tiani à l'occasion de la Journée de la Révolution algérienne. Mais c'est la visite du 26 janvier 2026 du ministre algérien de l'Énergie Mohamed Arkab à Niamey, à la tête d'une délégation incluant le PDG de Sonatrach, qui a véritablement relancé la dynamique. Elle faisait elle-même suite à la réunion ministérielle du 11 février, réunissant les responsables énergétiques de l'Algérie, du Niger et du Nigeria, ainsi que les dirigeants de Sonatrach, Sonidep et de la NNPC. Le 12 février, les deux pays actaient le retour simultané de leurs ambassadeurs respectifs.

Ce que le projet révèle de chaque acteur

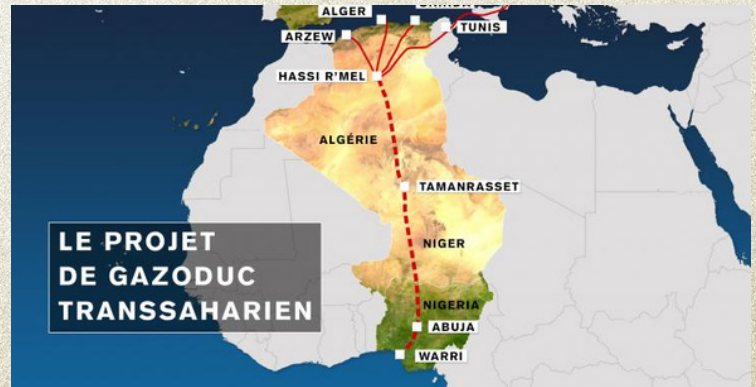
Chacun des trois partenaires arrive à cette table avec ses propres calculs. Pour Alger, le TSGP n'est pas seulement une infrastructure : c'est une démonstration de puissance et un argument de négociation face à Bruxelles. L'Algérie ne serait plus uniquement fournisseur, mais aussi pays de transit et d'interconnexion, un rôle intermédiaire capable de structurer des partenariats industriels, financiers et sécuritaires le long du corridor sahélien. Troisième fournisseur de gaz de l'Europe depuis la réduction des livraisons russes après l'invasion de l'Ukraine, Alger entend verrouiller cette position en ajoutant un flux supplémentaire transitant par son territoire augmentant d'autant son levier vis-à-vis de Rome et de Madrid. Pour Niamey, la logique est plus existentielle.

La junte nigérienne, sanctionnée et isolée depuis 2023, a besoin de rentrées fiscales et de récits de souveraineté économique. Pour le Niger, ce méga-projet représente une manne : droits de transit substantiels, création d'emplois, transferts de technologies via Sonatrach et valorisation de ses propres ressources gazières. Signer avec Alger, c'est aussi signaler aux marchés internationaux qu'une coopération structurante reste possible avec les junte sahéliennes. Pour Abuja, la position est délicate : le Nigeria doit arbitrer entre deux projets concurrents. Le TSGP, présenté comme entrant désormais dans une phase d'exécution, s'oppose au tracé atlantique marocain long de plus de 5 600 kilomètres et traversant quatorze pays. L'expert Said Beghoul l'a dit sans détour : le projet marocain reste « irréalisable » la distance est trop longue, les coûts trop élevés, le tracé traverse des pays confrontés à des difficultés sécuritaires et politiques. Abuja a réaffirmé sa préférence transsaharienne. Mais dans la diplomatie énergétique nigériane, les préférences ont une durée de vie inversement proportionnelle aux offres de financement.

Les cinq obstacles majeurs

L'enthousiasme des conférences de presse a une fâcheuse tendance à enjambrer les réalités de terrain, et quatre décennies d'histoire du TSGP invitent à lire les annonces avec méthode. Le premier obstacle est financier. Depuis son émergence dans les années 1980, le projet a fait l'objet de multiples protocoles, mémorandums et feuilles de route, sans jamais atteindre le stade de réalisation opérationnelle. Le montage financier reste non bouclé à ce jour. Les compagnies nationales devront attirer des investisseurs internationaux privés dans un contexte de transition énergétique où les financiers européens soumis aux critères ESG rechignent à engager des capitaux sur des projets fossiles à long terme.

Le deuxième obstacle est sécuritaire, et c'est le plus immédiatement sahélien. Le tracé traverse des zones instables menacées par les groupes armés et le terrorisme, du delta nigérian au corridor sahélien. Il reste 100 kilomètres à construire au Nigeria, 1 000 au Niger et 700 en Algérie. Le tronçon nigérien, 841 kilomètres à tracer dans une zone où l'EIS et le JNIM multiplient les embuscades, est précisément celui que Sonatrach doit prendre en charge en premier. Un expert américain a bien tenté de minimiser la question, estimant que le gazoduc sera enfoui et que seules les stations de compression resteront visibles, et que les critiques sécuritaires reposaient « en grande partie sur des arguments fallacieux ».



L'argument technique est juste, mais il ignore délibérément la réalité opérationnelle : les stations de compression, les camps de travailleurs et les axes logistiques constituent des cibles de choix pour des groupes qui ont démontré, notamment sur les corridors maliens, leur aptitude à bloquer les flux économiques bien avant de détruire les infrastructures. Le troisième obstacle est géopolitique, interne à l'AES. Le dégel Niger-Algérie ne s'est pas encore traduit par un réchauffement Mali-Algérie. Il reste à voir si ce rapprochement conduira à un résultat similaire avec le Mali, qui accuse Alger de maintenir des liens avec des groupes terroristes le long de leur frontière commune.

Or le tracé transsaharien longe et croise des zones sous influence malienne — la coopération sécuritaire trilatérale AES-Alger, présentée comme acquise par les communiqués officiels, reste entièrement à construire. Le quatrième obstacle tient à la demande européenne elle-même. L'Union européenne, principal débouché du projet, vise une part de 50 % d'énergies renouvelables d'ici 2030-2035 ; sans engagement contractuel clair de sa part, la rentabilité du projet restera incertaine. Bruxelles cherche à diversifier ses approvisionnements, c'est vrai, mais elle s'inscrit simultanément dans une trajectoire de décarbonation qui rend aléatoire la signature de contrats à long terme pour un gazoduc dont la mise en service, au mieux, interviendrait entre 2030 et 2032.

Un pipeline diplomatique avant d'être énergétique

Ce que l'annonce de février 2026 révèle avec clarté, c'est moins la proximité d'un chantier que la maturité d'un outil diplomatique. Le TSGP fonctionne depuis quarante ans comme une monnaie d'échange entre trois États aux intérêts divergents : il permet à chacun de négocier des rapprochements, d'obtenir des concessions, de signaler sa bonne volonté, sans jamais avoir à creuser le sol. Chaque cycle de tensions suivi d'une réconciliation a produit une « relance ». Celle de 2026 s'inscrit dans cette séquence, même si les conditions objectives sont peut-être, cette fois, les meilleures depuis 2009 : l'Europe est demandeuse de gaz non-russe, l'Algérie dispose des capacités techniques via Sonatrach, le Nigeria possède des réserves estimées à plus de 5 500 milliards de mètres cubes, et le Niger a, pour la première fois, un intérêt existentiel à la réalisation concrète du projet plutôt qu'à son instrumentalisation politique.

Mais si les tuyaux descendent effectivement dans le sol après le ramadan, ce qui reste à vérifier, la question qui déterminera tout ne sera pas technique. Elle sera sécuritaire. Le Sahel central, que le tracé doit traverser sur plus d'un millier de kilomètres, est précisément en train de basculer vers une configuration où les groupes armés ciblent systématiquement les vecteurs économiques : convois de carburant, marchés, axes routiers, détachements de protection.



Un gazoduc est, pour le JNIM ou l'EIS, une infrastructure de choix, longue, difficile à surveiller, et dont le sabotage produit des effets économiques et symboliques bien supérieurs à une embuscade militaire classique. L'énergie peut faire la paix entre deux États. Elle ne fait pas la paix dans un désert en guerre.

BAMAKO DANS LE NOIR : Le JNIM n'a pas pris la capitale malienne. Il a fait mieux : il l'a privée de gasoil. Ce faisant, il a éteint les lumières, tari les robinets et paralysé les transports d'une ville de trois millions d'habitants en plein ramadan. La démonstration est clinique, chirurgicale.

Les quelques convois de gazole parvenant à Bamako sont désormais réservés à l'approvisionnement des centrales thermiques d'Énergie du Mali. Le gasoil est prioritairement destiné à EDM, dont les turbines sont très sollicitées en cette période de canicule. EDM absorbe tout ce qui entre, et cela ne suffit pas. Certains quartiers de Bamako sont privés d'électricité pendant plus de vingt-quatre heures de suite. Ailleurs, le courant vient de trois à sept heures par jour grand maximum, bien loin des dix-neuf heures quotidiennes promises par les autorités avant le ramadan. À ce déficit électrique s'ajoute une crise de l'eau : de nombreux habitants se plaignent de coupures, certaines stations de pompage étant directement reliées aux infrastructures d'EDM.

Dans les rues, les effets sont visibles et mesurables. Plus de cent minicars de transports en commun étaient à l'arrêt lundi 9 mars dans la capitale faute de gazole. Les camions de transport de sable et de graviers sont à sec. Des taxis et des minibus limitent leurs rotations, ce qui affaiblit la mobilité des habitants et renchérit le coût des trajets. Des familles réorganisent leurs déplacements, des élèves arrivent en retard, des rendez-vous médicaux sont parfois différés.

La colère s'exprime de plus en plus ouvertement, non seulement sur les réseaux sociaux, mais aussi dans les grins et dans certains médias nationaux. « Pas de courant et pas d'eau, sous une chaleur suffocante et en plein Ramadan », résume un Bamakois. Plusieurs interlocuteurs rappellent les taxes instaurées il y a tout juste un an sur les services téléphoniques, officiellement pour améliorer l'accès à l'énergie : « Où sont passés les milliards ponctionnés ? » Les autorités de transition avaient promis dix-neuf heures d'électricité par jour avant le ramadan. Elles ont prélevé des milliards sur les transferts mobiles pour y parvenir. Bamako attend toujours les deux.



Chronique d'une attaque annoncée : Au moins trente policiers du GUMI tués à Yamba. Le JNIM a revendiqué. Les autorités se taisent.

Burkina Faso - Yamba, 6 mars 2026

Dans l'après-midi du vendredi 6 mars, des combattants armés arrivés en grand nombre à moto ont pris pour cible le détachement du Groupement des unités mobiles d'intervention (GUMI) à Yamba, localité située à une vingtaine de kilomètres de Fada N'Gourma, dans la région de l'Est. L'attaque a duré près de deux heures. Le camp a été saccagé, une partie du matériel emportée. Les alertes s'étaient multipliées avant l'assaut, mais les renforts ne sont pas arrivés à temps. L'attaque a eu lieu au moment du changement d'équipe au sein du camp.

Aucun bilan officiel n'a été communiqué par les autorités burkinabè. Les sources contactées par RFI évoquent plusieurs dizaines de morts et de blessés dans les rangs des policiers, avec des agents toujours portés disparus. La fourchette la plus largement citée est d'au moins une trentaine de tués. L'attaque a depuis été revendiquée par le JNIM.

Ce même camp avait subi une attaque similaire l'année précédente, quasiment à la même période. L'attaque de Yamba survient trois semaines après celle de Tandjari, où une quarantaine d'agents des eaux et forêts avaient été tués dans un poste forestier de la même région de l'Est, une attaque également revendiquée par le JNIM.



Images du butin de guerre publiées par le JNIM

Les tirailleurs africains de la guerre de Moscou



Abdoulaye Issaka Ismail

Il s'appelait Abdoulaye Issaka Ismail. Étudiant nigérien inscrit en Master à l'Université d'État russe du Tourisme et des Services, dans la ville de Tcherkissovo, région de Moscou. Porté disparu depuis juin 2025, il figurait sur un avis de recherche publié par l'Association des Étudiants Nigériens en Fédération de Russie. Le 9 mars 2026, la même association publiait sa nécrologie. Selon les informations recueillies par l'AENR, il a été enrôlé au sein des forces combattantes russes engagées dans la guerre en Ukraine. Il avait traversé des milliers de kilomètres pour étudier. Il est mort sur un front qui n'était pas le sien.

Son cas n'est pas isolé. À mesure que la guerre s'enlise en Ukraine, la Russie élargit ses viviers de recrutement bien au-delà de ses frontières, et l'Afrique figure parmi ses terrains de chasse privilégiés. Un rapport publié le 11 février 2026 par l'organisation All Eyes on Wagner/INPACT affirme avoir identifié près de 1 500 Africains recrutés dans l'armée russe entre 2023 et 2025, originaires de 35 pays différents. Plusieurs enquêtes et déclarations officielles africaines décrivent des mécanismes de recrutement fondés sur des promesses d'emploi, des contrats opaques, voire des tromperies délibérées, avant l'envoi au front ukrainien. Des jeunes venus en Russie pour étudier, travailler ou régulariser leur situation administrative se retrouvent en uniforme, sans avoir nécessairement mesuré ce à quoi ils s'engageaient.

Ce mécanisme montre de façon crue la nature réelle du projet russe en Afrique. Moscou déploie sur le continent un discours de souveraineté partagée, de partenariat anti-impérialiste, de rupture avec l'ordre ancien. Ce discours a trouvé un écho réel dans des sociétés lasses des conditionnalités occidentales et des interventions militaires sans lendemain. Mais au-delà la rhétorique, la pratique, elle, est plus prosaïque : des Africains jeunes, précaires, souvent vulnérables, utilisés comme variable d'ajustement d'un effort de guerre coûteux, occupant sur le front la place que les belligérants réservent aux vies les plus exposées. Des tirailleurs sénégalais des temps modernes, avec cette différence que les puissances coloniales de l'époque n'avaient pas besoin de prétendre être leurs alliées.

Ce qui rend ce tableau plus inquiétant encore, c'est le silence qui l'entoure. Les régimes de l'AES, qui ont fait de l'anti-impérialisme leur fonds de commerce politique et de la souveraineté leur mot d'ordre fondateur, n'ont pas jugé utile de réagir publiquement à la mort de ressortissants africains dans une guerre européenne au service d'une puissance étrangère. Nos souverainistes maison regardent ailleurs. Le partenariat avec Moscou est trop précieux, pour maintenir leur pouvoir, pour qu'on le trouble avec des morts gênants.

La mort d'Abdoulaye Issaka Ismail n'est pas la 1ère et ne sera probablement pas la dernière. Tant que la filière existe, elle continuera de produire des nécrologies que personne ne lira dans les chancelleries de Niamey, Bamako ou Ouagadougou.

LA FORCE UNIFIÉE DE L'AES : UNE ARCHITECTURE SÉCURITAIRE EN QUÊTE DE SUBSTANCE

Annoncée comme l'acte fondateur d'une nouvelle architecture sécuritaire sahélienne, la Force unifiée de l'Alliance des États du Sahel n'a, à ce stade, produit qu'une chose avec certitude : une cérémonie. Solennelle, orchestrée, filmée. Le 20 décembre 2025 à Bamako, Assimi Goïta présidait l'installation officielle de cette structure censée incarner la riposte collective des trois juntes du Sahel central face à la menace jihadiste. L'état-major a été établi à Niamey, le commandement confié au général malien Daouda Traoré. Le cadre institutionnel existe. Ce qui manque, c'est le reste.

Une force militaire est d'abord une masse critique d'effectifs entraînés, d'équipements interopérables, d'une chaîne logistique fonctionnelle et d'un financement stable. Or le Mali, le Burkina Faso et le Niger cumulent précisément les handicaps inverses : économies sous pression, budgets défense déjà étirés par des conflits internes non résolus, accès aux ressources extérieures compromis par les ruptures diplomatiques avec les partenaires occidentaux. Dans ce contexte, la mobilisation rapide des moyens nécessaires à une force véritablement opérationnelle relève moins de la planification que du vœu politique.

Le résultat est lisible dans l'agenda du commandant lui-même. Faute d'opérations coordonnées à superviser, le général Traoré occupe son temps en visites protocolaires, en rencontres de courtoisie avec les autorités locales — révélateur d'un état-major qui ne commande rien dans les faits.

La Force unifiée fonctionne pour l'instant comme un instrument de communication politique davantage que comme un outil de guerre. Elle permet aux trois régimes de projeter une image de cohésion et de souveraineté retrouvée, de répondre aux attentes de populations lasses d'une insécurité qui s'étend, de signifier à leurs partenaires — russes et turcs principalement — que l'Alliance pense son avenir militaire en termes autonomes. Mais entre la mise en scène et la capacité de feu, le fossé reste entier.

L'absence de substance opérationnelle se lit aussi, et peut-être plus cruellement, sur le terrain. Dans la zone des trois frontières (cet espace malien, burkinabè et nigérien où se croisent depuis des années les colonnes jihadistes du JNIM et de l'EIGS, et qui aurait dû constituer le premier théâtre d'action d'une force se réclamant de l'intégration militaire) aucune opération coordonnée n'a été signalée, aucun déploiement conjoint documenté, aucune présence identifiable attribuable à la Force unifiée de l'AES. Le territoire qui justifiait le plus son existence reste, à ce jour, celui où elle est la plus invisible.

Hamid Amadou N'gadé